



La lettre citoyenne

Février-mars 2011

<http://collectif-citoven-plaisance.elunet.fr/>

N° 13

Bulletin d'informations du «31830 COLLECTIF DE GAUCHE, ALTERNATIF ET CITOYEN »

L'actualité plaisançoise

Ils encombrent, nous payons !

Les plaisançois(e)s n'échappent pas à l'encombrement régulier de leurs boîtes aux lettres par de la publicité. Même ceux et celles, qui refusent la pub, paient comme les autres, avec leurs impôts, le ramassage et le traitement de cette masse de prospectus et de catalogues. Cela n'est pas normal !

Au « Collectif de gauche, alternatif et citoyen » nous considérons que **le coût de la collecte et du traitement** des prospectus et catalogues publicitaires déposés dans les boîtes aux lettres de la population plaisançoise, ne doit pas être couvert **par le seul impôt des citoyen(ne)s**.

Au Conseil municipal du 19 janvier 2011, notre élu a proposé :

- * Les entreprises, par une contribution éco-citoyenne, participent au financement de la collecte et du traitement de leurs publicités.

- * Une commission composée d'élu(s) et du personnel communal compétent, établit les modalités d'application de cette décision et les communique aux membres du conseil municipal lors de sa séance de mars 2011. »

Chasse à l'électeur et pugilat verbal

De nombreux adhérent(es) de notre « Collectif » sont aussi membres d'associations plaisançoises.

Le « Collectif » est à l'écoute des associations et, à leur demande, il est porteur de leurs doléances.

En aucun cas il ne s'immisce dans la gestion interne d'une association.

Lors du conseil municipal du 16 septembre 2010, un élu, c'est son droit, a demandé au Maire d'intervenir dans un différent entre membres d'une association.

Il s'en est suivi un « pugilat verbal » (pour + infos : www.plaisancedutouch.fr - rubrique « délibérations », compte-rendu séance 16/9/2010).

Qu'un élu parcoure la campagne pour « chasser » l'électeur, soit ! Mais que lui et ses colistiers s'en prennent à l'élu du « Collectif » en prétendant qu'il approuve les propos, par ailleurs contestables, de l'autre « contradicteur », montre que les résultats de l'élection municipale ont fait des « dégâts collatéraux » qui ne sont toujours pas cicatrisés.

La population n'a que faire de ces joutes stériles. Elle attend autre chose de tous ses élu(e)s.





Le débat sur la « dépendance » lancé par le Président de la République s'inscrit dans le projet global de remise en cause du droit à une Protection Sociale solidaire.

La patronne du MEDEF, sans doute rassurée sur les résultats du « débat », en profite pour demander l'instauration d'une assurance privée obligatoire pour couvrir la « dépendance ».

Au « Collectif » nous sommes pour la création d'un droit universel de compensation à la perte d'autonomie et son intégration dans la branche assurance maladie de la Sécu.

Budget de pénurie dans l'éducation nationale

182 postes d'enseignants en moins, 23 postes d'administratifs en moins pour 4 147 élèves en plus en Midi-Pyrénées ! En Haute-Garonne : 0,5 poste supplémentaire pour plus de 1 200 élèves supplémentaires attendus dans le département à la rentrée 2011.

Cette décision est prise du fait du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partants à la retraite.

Cette taxation va se traduire directement sur nos enfants car les effectifs par classe vont augmenter. Or, les pays d'Europe qui réussissent le mieux lors des études PISA (ensemble d'études menées par l' OCDE) sont ceux qui fonctionnent en petit effectif (La Finlande par ex.).

Comment va-t-on compenser ce déficit dans les familles ? Pour ceux qui en auront les moyens ce sera par des cours particuliers et pour les autres..... ce sera l'échec et l'écart se creusera encore entre les classes sociales.

L'école n'est plus un ascenseur social.

Qui peut croire qu'on peut faire mieux ou aussi bien avec moins ?

Ecologie et crise sociale

Les dirigeants de groupes multinationaux, aidés par les institutions internationales opaques (FMI, Banque mondiale, OMC, etc.), contrôlent le système financier et la production des marchandises.

Leurs « outils » : la maîtrise de la technologie, de l'énergie, de la monnaie, et de l'information.

Leur système économique libéral (capitaliste), dont le but est la recherche du profit à court-terme pour des intérêts particuliers, influe directement sur les conditions de vie des populations.

Il ne prend pas en compte les coûts à long-terme tels que la dégradation de l'environnement.

Il n'est donc pas possible de traiter l'écologie indépendamment de la crise sociale qui lui est liée et qui empire elle aussi de jour en jour.

Ceux et celles qui, parés de « vert », prétendent le contraire, trompent l'opinion publique.

Pour améliorer les conditions de vie des populations et faire face à la crise climatique et environnementale, il faut se rassembler.

Seule une véritable pression citoyenne, à l'échelon **local**, national et international, permettra d'inverser les choix politiques qui creusent les inégalités et massacrent la planète.